



DOLLARAMA INC.

RAPPORT DE GESTION

Troisième trimestre clos le 1^{er} novembre 2020

Le 9 décembre 2020

Le présent rapport de gestion, daté du 9 décembre 2020, vise à aider les lecteurs à comprendre le contexte commercial, les stratégies, la performance et les facteurs de risque de Dollarama inc. (les termes « Dollarama », « Société », « nous », « notre » et « nos » font référence à la Société prise collectivement avec ses filiales consolidées). Le présent rapport de gestion présente au lecteur une analyse des résultats financiers de la Société, tels qu'ils sont perçus par la direction, pour le troisième trimestre clos le 1^{er} novembre 2020. Ce rapport de gestion doit être lu conjointement avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour le troisième trimestre clos le 1^{er} novembre 2020 et les états financiers consolidés annuels audités de la Société et les notes annexes pour l'exercice 2020 (tel qu'il est défini ci-après).

Sauf indication contraire et telles qu'elles figurent aux présentes, toutes les informations financières contenues dans le présent rapport de gestion et dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société pour le troisième trimestre clos le 1^{er} novembre 2020 ont été préparées conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR »), tels qu'ils sont établis à la Partie I du Manuel de CPA Canada – Comptabilité, laquelle inclut les Normes internationales d'information financière (« IFRS »), telles qu'elles sont publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »).

La Société est gérée sur la base d'un seul secteur à présenter. La monnaie de fonctionnement et de présentation de la Société est le dollar canadien.

Périodes comptables

Dans le présent rapport, « exercice 2019 » désigne l'exercice de la Société clos le 3 février 2019, « exercice 2020 » désigne l'exercice de la Société clos le 2 février 2020 et « exercice 2021 » désigne l'exercice de la Société qui sera clos le 31 janvier 2021.

L'exercice de la Société se termine le dimanche dont la date est la plus rapprochée du 31 janvier et comporte habituellement 52 semaines.

Énoncés prospectifs

Certains énoncés prospectifs que contient le présent rapport de gestion portent sur nos intentions, nos attentes et nos projets actuels et futurs, nos résultats, notre degré d'activité, notre rendement, nos objectifs, nos réalisations ou d'autres événements ou faits nouveaux à venir. Les termes « pouvoir », « s'attendre à », « planifier », « prévoir », « tendances », « indications », « anticiper », « croire », « estimer », « probables », « éventuels » ou « potentiels », ou des variantes de ces termes ou autres formulations semblables, visent à signaler des énoncés prospectifs. Dans le présent rapport de gestion, les énoncés prospectifs spécifiques incluent, sans toutefois s'y limiter, les énoncés portant sur :

- la durée de la pandémie de COVID-19 et son incidence sur les affaires, les activités et la situation financière de Dollarama et de Dollarcity, ainsi que sur le comportement des consommateurs et sur l'économie en général;
- les attentes relatives à la marge brute;
- la situation de trésorerie de la Société;
- le refinancement des billets à taux fixe à 2,337 % (définis ci-après) arrivant à échéance le 22 juillet 2021;
- l'effet d'accroissement de valeur potentiel lié à l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités;
- l'incidence des hausses du salaire minimum sur les frais d'administration et charges d'exploitation des magasins;
- la capacité de maintenir des niveaux de stocks suffisants pour répondre à la demande prévue des clients.

Les énoncés prospectifs sont fondés sur les plus récentes informations à la disposition de la direction ainsi que sur des estimations et hypothèses qui concernent, entre autres choses, la conjoncture économique et le cadre concurrentiel du secteur de la vente au détail au Canada et en Amérique latine et que la direction a formulées à la lumière de son expérience et de sa perception des tendances historiques, de la conjoncture, et de l'évolution prévue dans l'avenir, ainsi que d'autres facteurs qui sont considérés pertinents et raisonnables dans les circonstances. Toutefois, rien ne garantit que ces estimations et hypothèses s'avéreront exactes. Plusieurs facteurs pourraient faire en sorte que les résultats, le degré d'activité, les réalisations ou le rendement réels, ou les événements ou faits futurs, diffèrent de manière significative de ceux exprimés de façon implicite ou explicite dans les énoncés prospectifs, notamment les facteurs suivants, lesquels sont décrits plus en détail à la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion annuel de la Société pour l'exercice 2020, qui peut être consulté sur le site de SEDAR au www.sedar.com et sur le site Web de la Société au www.dollarama.com, et du présent rapport de gestion : augmentations futures des charges d'exploitation (y compris des hausses du salaire minimum prescrit par la loi et des coûts supplémentaires liés aux mesures de lutte contre la COVID-19), augmentations futures du coût des marchandises (y compris en raison de différends sur les tarifs), augmentations futures des frais de livraison et de transport, incapacité de maintenir une gamme de produits et de se réapprovisionner en marchandises, augmentation des coûts ou interruption du flux de marchandises importées (y compris en raison de l'éclosion de la COVID-19 à l'échelle mondiale), incapacité de maintenir son image de marque et sa réputation, perturbation dans le réseau de distribution, freintes de stocks, incapacité de renouveler les baux de ses magasins, de ses entrepôts et du siège social à des conditions favorables, incapacité d'obtenir de la capacité supplémentaire pour les entrepôts et le centre de distribution en temps opportun, caractère saisonnier, acceptation par le marché des marques maison, incapacité de protéger les marques de commerce et autres droits exclusifs, fluctuations du taux de change, pertes potentielles associées à l'utilisation d'instruments financiers dérivés, niveau d'endettement et incapacité de générer des flux de trésorerie suffisants pour assurer le service de la dette, modification de la solvabilité et de la notation et hausse potentielle du coût du capital, risque de taux d'intérêt relatif à la dette à taux d'intérêt variable, concurrence dans le secteur de la vente au détail, technologies de rupture, conjoncture générale de l'économie, départ de hauts dirigeants, incapacité d'attirer et de conserver des employés compétents, interruptions des systèmes de technologies de l'information, incapacité de protéger les systèmes contre les attaques informatiques, impossibilité de réaliser la stratégie de croissance avec succès, structure de société de portefeuille, conditions météorologiques défavorables, pandémies ou épidémies, tremblements de terre et autres catastrophes naturelles, changements climatiques, perturbations géopolitiques et instabilité politique dans les pays étrangers, coûts inattendus liés aux programmes d'assurance actuels, réclamations en responsabilité du fait des produits et rappels de produits, litiges, conformité sur les plans réglementaire et environnemental et actionnaires militants.

Ces éléments ne sont pas censés représenter une liste exhaustive des facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur la Société; toutefois, ils devraient être étudiés attentivement. Les énoncés prospectifs ont pour but de fournir au lecteur une description des attentes de la direction au sujet de la performance financière de la Société et ils peuvent ne pas être pertinents à d'autres fins; les lecteurs ne devraient pas se fier indûment aux énoncés prospectifs figurant aux présentes. En outre, sauf indication contraire, les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion visent à décrire les attentes de la direction en date du 9 décembre 2020, et la direction n'a pas l'intention et décline toute obligation d'actualiser ou de réviser ces énoncés prospectifs à la lumière de nouveaux éléments d'information ou d'événements futurs ou pour quelque autre motif, sauf si elle y est tenue en vertu de la loi.

Tous les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion doivent être lus à la lumière de la présente mise en garde.

Mesures conformes aux PCGR et mesures hors PCGR

Le présent rapport de gestion ainsi que les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société et les notes annexes pour le troisième trimestre clos le 1^{er} novembre 2020 ont été établis conformément aux PCGR. Le présent rapport de gestion fait toutefois référence à certaines mesures hors PCGR. Les mesures hors PCGR utilisées par la Société sont les suivantes :

BAIIA	Représente le résultat d'exploitation plus la dotation aux amortissements et comprend la quote-part du résultat net de la participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence.
Marge du BAIIA	Représente le BAIIA divisé par les ventes.
Total de la dette	Représente la somme de la dette à long terme (y compris l'intérêt à payer et les frais d'émission des titres de créance non amortis au titre de la partie courante), des emprunts à court terme dans le cadre du programme de billets de trésorerie aux États-Unis (défini ci-après) et des autres dettes bancaires (le cas échéant).
Dette nette	Représente le total de la dette, moins la trésorerie.
Résultats non distribués ajustés	Représente le déficit plus l'excédent i) du prix payé pour toutes les actions ordinaires rachetées dans le cadre des offres publiques de rachat dans le cours normal des activités de la Société entre la date d'établissement en juin 2012 et le 1 ^{er} novembre 2020 sur ii) la valeur comptable de ces actions ordinaires.

Les mesures hors PCGR susmentionnées n'ont pas de signification normalisée prescrite par les PCGR et ne sont donc pas susceptibles de se prêter aux comparaisons avec des mesures similaires présentées par d'autres sociétés émettrices. Les mesures hors PCGR fournissent aux investisseurs une mesure supplémentaire de la performance opérationnelle et de la situation financière de la Société et mettent ainsi en évidence les tendances dans ses activités de base que les mesures conformes aux PCGR, à elles seules, ne permettraient pas nécessairement de faire ressortir. À l'exception des résultats non distribués ajustés, ces mesures servent à combler l'écart entre l'information financière à vocation externe selon les PCGR et l'information financière à vocation externe adaptée au secteur de la vente au détail, et elles ne sauraient être considérées isolément ni se substituer à des mesures de la performance financière calculées selon les PCGR. La direction a recours aux mesures hors PCGR pour faciliter les comparaisons de la performance opérationnelle et de la performance financière d'une période à l'autre, pour établir les budgets annuels, pour évaluer la capacité de la Société à prendre en charge le service futur de la dette, nos dépenses d'investissement et nos besoins en fonds de roulement, et pour évaluer la performance de la haute direction. La direction a recours au total de la dette et à la dette nette pour calculer le niveau d'endettement, la situation de trésorerie, les besoins en trésorerie futurs et les ratios d'endettement de la Société. Les résultats non distribués ajustés sont une mesure hors PCGR qui illustre les résultats non distribués sans l'incidence de l'excédent i) du prix payé pour toutes les actions ordinaires rachetées dans le cadre des offres publiques de rachat dans le cours normal des activités de la Société entre la date d'établissement en juin 2012 et le 1^{er} novembre 2020 par rapport ii) à la valeur comptable de ces actions ordinaires. La Société pense que les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et d'autres parties intéressées s'appuient fréquemment sur des mesures hors PCGR pour évaluer les émetteurs. Se reporter à la rubrique « Principales informations financières consolidées » du présent rapport de gestion pour consulter un rapprochement des mesures hors PCGR utilisées et présentées par la Société avec les mesures conformes aux PCGR les plus directement comparables.

Faits nouveaux

Dividende en trésorerie trimestriel

Le 9 décembre 2020, la Société a annoncé que son conseil d'administration avait approuvé une hausse de 6,8 % du dividende en trésorerie trimestriel à l'intention des porteurs d'actions ordinaires, le faisant passer de 0,044 \$ à 0,047 \$ par action ordinaire. Ce dividende sera versé le 5 février 2021 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 8 janvier 2021. Le dividende est désigné comme un « dividende déterminé » aux fins de l'impôt du Canada.

Règlement du solde du prix d'acquisition de la participation de 50,1 % dans Dollarcity

Le 10 septembre 2020, le solde du prix d'acquisition de 52,7 M\$ US (69,3 M\$) de la participation de 50,1 % de la Société dans Dollarcity a été réglé. Ce règlement fait suite au paiement initial en trésorerie de 40,0 M\$ US (52,8 M\$) effectué le 14 août 2019 à la clôture de l'acquisition.

Le prix d'acquisition définitif, soit 92,7 M\$ US (122,1 M\$), correspond à 50,1 % du BAIIA multiplié par cinq de Dollarcity pour la période de 12 mois close le 30 juin 2020, moins la dette nette et sous réserve des autres ajustements, calculé après la réalisation de l'audit des états financiers de Dollarcity pour la période de référence.

Procédures opérationnelles liées à la pandémie de COVID-19 et incidence sur les coûts

Dollarama maintient toujours un vaste éventail de mesures, mises en œuvre au premier trimestre de l'exercice 2021, pour favoriser la santé et la sécurité de tous ses employés et des clients qui fréquentent ses magasins. Outre les différentes mesures d'hygiène, de nettoyage et de désinfection, des protocoles stricts sont toujours en vigueur afin de réduire au minimum les risques pour les employés et les clients en cas d'infection prouvée ou probable à la COVID-19.

Les coûts directs associés aux mesures instaurées par Dollarama pour soutenir les employés et favoriser la santé et la sécurité des employés et des clients engagés du début de la pandémie jusqu'à la fin du troisième trimestre clos le 1^{er} novembre 2020 ont totalisé environ 60,2 M\$. De ce montant, une tranche de 2,9 M\$ a été imputée au coût des produits vendus et une tranche de 57,3 M\$, aux frais généraux (définis ci-après). Les coûts directs engagés au troisième trimestre de l'exercice 2021 s'élèvent à 10,9 M\$ et ce montant a été imputé intégralement aux frais généraux. Ces montants ne rendent pas compte des coûts indirects de la pandémie de COVID-19, comme les ventes perdues et la modification de la composition des ventes.

Aperçu

Nos activités

Au 1^{er} novembre 2020, la Société comptait 1 333 magasins au Canada, et elle continue d'étendre son réseau partout au pays. Les magasins ont une superficie moyenne de 10 313 pieds carrés, et ils proposent un vaste éventail de produits de consommation courante, de marchandises générales et d'articles saisonniers, notamment des articles de marque maison et de marques nationales, tous à prix attrayants. La marchandise est vendue soit individuellement, soit en lots, à des prix fixes d'au plus 4,00 \$. Tous les magasins sont exploités par la Société, ce qui permet d'offrir une expérience de magasinage uniforme. Bon nombre des magasins sont situés dans des endroits achalandés, que ce soit dans des régions métropolitaines, dans des villes de taille moyenne ou dans des petites villes.

La Société exploite un magasin en ligne en vue d'offrir plus de commodité à ses clients canadiens – tant les particuliers que les entreprises – qui souhaitent acheter des produits en grande quantité, ce qui n'est pas toujours possible en magasin. Près de 1 000 produits, choisis parmi la vaste gamme de produits de consommation courante, de marchandises générales et d'articles saisonniers, sont offerts sur la plateforme en ligne, à la caisse seulement.

La stratégie de la Société consiste à faire progresser les ventes, le résultat d'exploitation, le résultat net et le résultat par action ainsi que les flux de trésorerie en augmentant son réseau de magasins au Canada et en offrant un vaste éventail d'articles à prix attrayants à une large clientèle. La Société vise à maintenir et à améliorer continuellement l'efficacité de ses activités.

Par ailleurs, la Société exerce des activités en Amérique latine par l'intermédiaire de sa participation de 50,1 % dans Dollarcity, un détaillant à bas prix latino-américain dont le siège social est situé au Panama. Dollarcity propose un vaste éventail de produits de consommation courante, de marchandises générales et d'articles saisonniers à des prix fixes d'au plus 3,00 \$ US (ou l'équivalent en monnaie locale) dans ses magasins situés au Salvador et au Guatemala et à des prix en monnaie locale équivalant à au plus 4,00 \$ US dans ses magasins situés en Colombie. À la fin de son plus récent trimestre clos le 30 septembre 2020, Dollarcity comptait au total 240 magasins, dont 127 en Colombie, 49 au Salvador et 64 au Guatemala. Il est prévu que Dollarcity entrera sur un quatrième marché en 2021 avec l'ouverture de magasins au Pérou.

Faits saillants du troisième trimestre de l'exercice 2021

Comparativement au troisième trimestre de l'exercice 2020 :

- les ventes ont augmenté de 12,3 % pour s'établir à 1 064,2 M\$;
- les ventes des magasins comparables¹⁾ ont progressé de 7,1 %, en sus d'une croissance de 5,3 % pour la période correspondante de l'exercice précédent;
- la marge brute¹⁾ s'est établie à 44,0 % des ventes, comparativement à 43,7 % des ventes;
- le BAIIA¹⁾ a augmenté de 14,2 % pour s'établir à 312,1 M\$, soit 29,3 % des ventes, comparativement à 28,8 % des ventes;
- le résultat d'exploitation a augmenté de 15,1 % et s'est chiffré à 243,8 M\$, soit 22,9 % des ventes, comparativement à 22,4 % des ventes;
- le résultat net dilué par action ordinaire a augmenté de 18,2 % pour s'établir à 0,52 \$, alors qu'il était de 0,44 \$.

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2021, la Société a ouvert un nombre net de 19 nouveaux magasins, comparativement à un nombre net de 21 nouveaux magasins au cours de la période correspondante de l'exercice précédent.

Faits saillants des neuf premiers mois de l'exercice 2021

Comparativement aux neuf premiers mois de l'exercice 2020 :

- les ventes ont augmenté de 7,4 % pour s'établir à 2 922,6 M\$;
- les ventes des magasins comparables¹⁾ ont progressé de 4,6 %, en sus d'une croissance de 5,2 % pour la période correspondante de l'exercice précédent;
- la marge brute¹⁾ s'est établie à 43,2 % des ventes, inchangée par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent;
- le BAIIA¹⁾ a augmenté de 2,8 % pour s'établir à 803,7 M\$, soit 27,5 % des ventes, comparativement à 28,7 % des ventes;
- le résultat d'exploitation a augmenté de 0,5 % et s'est chiffré à 604,9 M\$, soit 20,7 % des ventes, comparativement à 22,1 % des ventes;
- le résultat net dilué par action ordinaire a augmenté de 3,3 % pour s'établir à 1,25 \$, alors qu'il était de 1,21 \$.

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2021, la Société a ouvert un nombre net de 42 nouveaux magasins, comparativement à un nombre net de 46 nouveaux magasins au cours de la période correspondante de l'exercice précédent.

¹ Le lecteur est prié de se reporter aux notes de la rubrique « Principales informations financières consolidées » du présent rapport de gestion pour obtenir la définition de ces éléments et, s'il y a lieu, un rapprochement avec la mesure conforme aux PCGR la plus directement comparable.

Éléments ayant une incidence sur les résultats d'exploitation

Ventes

La Société comptabilise les produits des activités ordinaires tirés de la vente de produits ou de la prestation de services à mesure que les obligations de prestation sont remplies.

Toutes les ventes sont fermes. Les produits des activités ordinaires sont présentés après déduction des taxes de vente, des rabais et des remises. Les cartes-cadeaux vendues sont comptabilisées à titre de passif et le produit des activités ordinaires s'y rattachant est comptabilisé lorsque les cartes-cadeaux sont échangées.

Nos ventes se composent des ventes des magasins comparables et des ventes des nouveaux magasins ainsi que des ventes à des tiers.

Les ventes des magasins comparables sont définies comme étant celles des magasins Dollarama, y compris les magasins relocalisés et agrandis, ouverts depuis au moins 13 mois complets par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent. Les principaux moteurs des ventes des magasins comparables sont les variations du nombre de transactions et du montant moyen des transactions. Pour accroître les ventes des magasins comparables, la Société met l'accent sur une offre de marchandises de qualité et diversifiées à des prix attrayants dans des magasins bien aménagés, uniformes et faciles d'accès.

Dollarama International, filiale entièrement détenue par la Société, peut conclure des ententes avec des clients en vue de la vente de produits à des consommateurs situés à l'extérieur du Canada. Lorsque la Société agit pour son propre compte, elle comptabilise les produits des activités ordinaires selon les montants facturés aux clients. Lorsqu'elle agit à un autre titre, la Société comptabilise le montant net qu'elle conserve en tant que produit des activités ordinaires.

Les ventes de Dollarama International aux clients se composent des ventes de marchandises à Dollarcity. À la suite de l'acquisition par Dollarama International d'une participation de 50,1 % dans Dollarcity le 14 août 2019, la Société continue, par l'intermédiaire de Dollarama International, de partager son expertise commerciale, de fournir divers services et d'intervenir à titre de principal fournisseur de produits pour Dollarcity, soit pour son propre compte, soit comme intermédiaire, aux termes de la convention de licence et de services conclue entre les parties en février 2013.

Par le passé, la Société a enregistré les ventes les plus importantes au quatrième trimestre, la plus grande proportion des ventes étant réalisée en décembre. En général, le chiffre d'affaires augmente aussi en prévision de fêtes comme Pâques, la Saint-Patrick, la Saint-Valentin et l'Halloween, mais les ventes ne subissent autrement que de légères variations saisonnières dans le cours normal des activités. La Société surveille actuellement l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur son chiffre d'affaires, comme il est expliqué plus loin. Se reporter à la rubrique du rapport de gestion annuel daté du 1^{er} avril 2020 intitulée « Risques et incertitudes » et à la rubrique portant le même nom du présent rapport de gestion pour une analyse des risques associés au caractère saisonnier des ventes et à la poursuite des activités.

Coût des produits vendus

Le coût des produits vendus comprend principalement le coût des stocks achetés, la portion variable et non indexée des frais d'occupation des magasins qui sont exclus des obligations locatives aux termes de la norme IFRS 16, et les frais de transport (qui sont en grande partie variables et proportionnels aux volumes de nos ventes) ainsi que les frais d'occupation des entrepôts et du centre de distribution. Le cas échéant, nous constatons les ristournes accordées par les fournisseurs en fonction du volume de nos achats lorsqu'il est probable que ces ristournes seront reçues et que le montant peut raisonnablement être estimé. Les ristournes sont portées en déduction du coût d'acquisition des stocks ou, si les stocks visés ont été vendus, en réduction du coût des produits vendus.

Bien que les hausses des coûts puissent avoir une incidence défavorable sur nos activités, notre grille de prix multiples nous procure une certaine marge de manœuvre pour composer rapidement avec la hausse des coûts. Nous arrivons habituellement à réduire le coût des produits vendus en nous approvisionnant essentiellement auprès de fournisseurs étrangers à bas prix. Pour l'exercice 2020, les achats effectués directement auprès de fournisseurs étrangers représentaient 53 % de nos achats. Bien que nous continuions de nous approvisionner majoritairement en Chine, nous achetons à l'heure actuelle des produits provenant de plus de 25 pays différents.

Comme la Société achète des marchandises libellées en devises autres que le dollar canadien, le coût des produits vendus fluctue en fonction du cours de certaines devises par rapport au dollar canadien. Plus particulièrement, la grande majorité de nos marchandises importées proviennent de Chine et sont payées en dollars américains. Par conséquent, le coût des produits vendus est touché indirectement par les fluctuations du renminbi chinois par rapport au dollar américain et, directement, par celles du dollar américain par rapport au dollar canadien.

Bien que nous concluons des contrats de change à terme en vue de couvrir une partie importante de notre exposition aux fluctuations du dollar américain par rapport au dollar canadien (généralement de 9 à 12 mois d'avance), nous ne réalisons aucune opération de couverture relativement aux fluctuations du renminbi chinois par rapport au dollar américain.

Les frais de livraison et de transport, y compris les suppléments pour frais de transport, constituent également une composante importante du coût des produits vendus. Tout d'abord, lorsque le prix du carburant fluctue, les frais de livraison et de transport augmentent ou diminuent, selon le cas, parce que les transporteurs nous transfèrent généralement ces variations de prix. Étant donné la grande volatilité du prix du carburant, il est difficile de prévoir les suppléments pour carburant que nous pourrions nous voir imposer par nos transporteurs. De plus, les frais liés aux livraisons entrantes sont influencés par l'évolution de la dynamique du secteur du transport maritime, plus particulièrement par la vague de regroupements observée dans le secteur du transport par conteneurs ces dernières années, laquelle continue de se répercuter sur la capacité de transport et sur les tarifs en vigueur, surtout dans le contexte de la pandémie de COVID-19.

Les frais d'occupation compris dans le coût des produits vendus de la Société se composent principalement de la portion variable et non indexée des charges qui sont exclues des obligations locatives aux termes d'IFRS 16. Les paiements de loyers fixes et indexés sont incorporés à titre d'obligations locatives aux termes d'IFRS 16. Les frais d'occupation ont généralement augmenté au fil des ans. La direction estime qu'elle est généralement en mesure de négocier les modalités de ses baux à des conditions commerciales concurrentielles et ne prévoit pas de hausses significatives des taux à court et à moyen terme. Il est actuellement trop tôt pour déterminer l'incidence qu'aura la pandémie de COVID-19 sur les tarifs de location des biens immobiliers commerciaux. Habituellement, les baux des magasins sont signés pour des durées de dix ans, avec option de reconduction pour une ou plusieurs périodes additionnelles de cinq ans.

Nous nous efforçons de maintenir une marge brute durable à un niveau qui, à notre avis, nous permet d'atteindre un équilibre sain entre la maximisation du rendement pour les actionnaires et l'offre d'une valeur attrayante pour nos clients. La marge brute varie d'un trimestre à l'autre par suite des variations des marges sur les produits, puisque nous renouvelons environ 25 % à 30 % de notre offre annuellement, ou par suite des variations des frais de logistique et de transport, entre autres facteurs. La marge brute de l'exercice en cours subit également l'incidence de la modification de la composition des ventes dans le contexte de la pandémie de COVID-19 ainsi que des mesures de prévention mises en œuvre dans l'ensemble des activités de Dollarama, y compris au sein de sa chaîne logistique.

Dans le contexte de la pandémie de COVID-19, la direction a reconduit sa décision de limiter les augmentations de prix à l'exercice 2021 afin d'offrir aux Canadiens des produits d'usage courant à prix abordables. La direction entend continuer d'investir dans sa proposition de valeur aux consommateurs pour stimuler la croissance des ventes, tant sur le plan du nombre d'unités vendues par transaction que du nombre de transactions.

Frais généraux, frais d'administration et charges d'exploitation des magasins

Les frais généraux, frais d'administration et charges d'exploitation des magasins (les « frais généraux ») sont composés des coûts de la main-d'œuvre, qui sont essentiellement variables et proportionnels aux volumes de nos ventes, ainsi que des coûts d'entretien général des magasins, des salaires et des charges sociales des employés du siège social et des membres de l'équipe de direction des magasins, des charges d'administration des bureaux, des honoraires et d'autres charges connexes, qui sont tous essentiellement fixes. Bien que le salaire horaire moyen des employés de nos magasins soit plus élevé que le salaire minimum prévu par la loi, une augmentation importante de ce dernier aurait une incidence considérable sur les charges salariales, à moins que cette incidence ne soit contrebalancée par des améliorations de la productivité et par d'autres réductions de coûts des magasins.

Certaines provinces canadiennes ont instauré des hausses notables du salaire minimum prévu par la loi à l'exercice 2021 et quelques autres ajustements sont prévus au cours du prochain exercice, en Colombie-Britannique et en Nouvelle-Écosse. Les ajustements du salaire minimum qui s'écartent de la formule fondée sur la variation d'une année à l'autre de l'indice des prix à la consommation (« IPC ») créent de l'imprévisibilité, ce qui pose des défis supplémentaires pour les détaillants.

Facteurs économiques et facteurs propres au secteur ayant une incidence sur la Société

La Société exerce ses activités dans le secteur de la vente au détail à bas prix, secteur extrêmement concurrentiel sur le plan des prix, de l'emplacement des magasins, de la qualité de la marchandise, de la gamme de produits et de leur présentation, de la régularité des stocks et du service à la clientèle. En plus de la concurrence livrée par les autres magasins à un dollar, la Société fait face à une concurrence encore plus vive de la part des magasins à prix modiques et à escompte, des dépanneurs et des grandes surfaces qui exercent leurs activités au Canada, dont bon nombre sont situés dans des secteurs où elle est aussi présente, offrent des produits essentiellement similaires à ceux qu'offre Dollarama et consacrent des efforts importants à la publicité et au marketing. De plus, en raison de la vaste gamme de marchandises générales, de produits de consommation courante et d'articles saisonniers qu'elle offre, la Société subit la concurrence de divers détaillants spécialisés, notamment des détaillants offrant des articles de bureau, des articles de quincaillerie, des articles pour la maison, des produits d'hygiène et de beauté et du matériel d'art et d'artisanat, lesquels font partie des produits qu'offre également la Société. En outre, la Société livre concurrence à certaines autres entreprises pour l'obtention des meilleurs emplacements où installer ses magasins au Canada et pour attirer et conserver du personnel qualifié.

Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a déclaré que la propagation rapide de la maladie à coronavirus COVID-19 était devenue une pandémie. Par la suite, les autorités de tous les territoires où Dollarama exerce des activités ont imposé des mesures strictes en vue de ralentir la transmission du virus, notamment des restrictions de voyage, des mesures d'auto-isolément, la fermeture temporaire des commerces et des services non essentiels, et des pratiques de distanciation physique. Des mesures semblables ont été prises dans les pays où Dollarcity exerce ses activités.

Dollarama a été reconnue comme un commerce essentiel au Canada, tout comme Dollarcity au Salvador, au Guatemala et en Colombie. La Société demeure engagée à maintenir ses magasins ouverts et bien approvisionnés en produits d'usage courant à prix abordables ainsi qu'à offrir la même proposition de valeur attrayante à ses clients, et ce, en veillant à ce que les mesures appropriées soient en place pour protéger la santé et la sécurité de ses employés et de ses clients.

Dès le début de la pandémie de COVID-19, la Société a mis en place des stratégies d'atténuation, des plans d'urgence et plusieurs mesures préventives pour protéger la santé et la sécurité de ses employés et de ses clients. De plus, la Société surveille en continu les impacts de la pandémie sur ses chaînes d'approvisionnement locales et internationales et sur ses activités au Canada et en Amérique latine. Les mesures adoptées par la Société en réaction à la pandémie de COVID-19, les mesures mises en œuvre par les différents ordres de gouvernements, qui ont continué d'évoluer jusqu'à maintenant, et leurs répercussions sur les activités, les charges d'exploitation, l'achalandage dans les magasins ainsi que sur la productivité et la disponibilité de la main-d'œuvre pourraient avoir des conséquences défavorables significatives sur les résultats financiers de la Société.

Depuis l'été 2020, l'activité économique a repris sur tous les marchés où la Société exerce ses activités, et tous les magasins Dollarama et Dollarcity qui avaient été temporairement fermés au plus fort de la pandémie ont rouvert leurs portes. L'achalandage dans les magasins continue toutefois de souffrir des mesures de distanciation physique qui sont en vigueur. En outre, les pénuries de stocks, les fermetures temporaires d'établissements, les restrictions entourant la vente de biens non essentiels et le resserrement de la réglementation gouvernementale pourraient nuire aux activités et aux résultats financiers. Jusqu'à présent, la dégradation de la conjoncture économique s'est traduite par une hausse soudaine du taux de chômage, et elle pourrait conduire à une détérioration du bilan des consommateurs, tous ces facteurs étant susceptibles de se répercuter sur les habitudes de consommation et d'avoir un effet néfaste sur la performance financière de la Société.

Il n'est toujours pas possible d'estimer de manière fiable la durée, la gravité et l'étendue des conséquences sanitaires et économiques qu'aura la pandémie de COVID-19 sur les activités d'exploitation et les résultats financiers de la Société, tant à court terme qu'à long terme. La résurgence actuelle des infections à la COVID-19 partout au Canada pourrait forcer les gouvernements à imposer des restrictions encore plus sévères.

Principales informations financières consolidées

Les tableaux ci-dessous présentent les principales informations financières pour les périodes indiquées. Les principales informations financières consolidées au 1^{er} novembre 2020 et au 3 novembre 2019 ont été tirées des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société et des notes annexes.

	Périodes de 13 semaines closes		Périodes de 39 semaines closes	
	le 1 ^{er} novembre 2020	le 3 novembre 2019	le 1 ^{er} novembre 2020	le 3 novembre 2019
	\$	\$	\$	\$
<i>(en milliers de dollars et d'actions, sauf les montants par action)</i>				
Données sur le résultat				
Ventes	1 064 201	947 649	2 922 591	2 722 090
Coût des produits vendus	595 455	533 887	1 660 044	1 546 194
Profit brut	468 746	413 762	1 262 547	1 175 896
Frais généraux	160 904	142 242	467 979	396 016
Dotation aux amortissements	68 291	61 374	198 773	179 538
Quote-part du résultat net de la participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence	(4 259)	(1 707)	(9 136)	(1 707)
Résultat d'exploitation	243 810	211 853	604 931	602 049
Coûts de financement	23 048	25 198	72 854	75 374
Autres produits	-	(2 842)	-	(2 842)
Résultat avant impôt	220 762	189 497	532 077	529 517
Impôt sur le résultat	58 891	50 870	141 631	144 195
Résultat net	161 871	138 627	390 446	385 322
Résultat net de base par action ordinaire	0,52 \$	0,44 \$	1,26 \$	1,23 \$
Résultat net dilué par action ordinaire	0,52 \$	0,44 \$	1,25 \$	1,21 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation :				
De base	311 146	314 125	310 725	314 528
Après dilution	312 838	317 843	312 494	318 112
Autres données				
Croissance des ventes d'un exercice à l'autre	12,3 %	9,6 %	7,4 %	9,4 %
Croissance des ventes des magasins comparables ¹⁾	7,1 %	5,3 %	4,6 %	5,2 %
Marge brute ²⁾	44,0 %	43,7 %	43,2 %	43,2 %
Frais généraux en pourcentage des ventes ²⁾	15,1 %	15,0 %	16,0 %	14,5 %
BAIIA ³⁾	312 101	273 227	803 704	781 587
Marge d'exploitation ²⁾	22,9 %	22,4 %	20,7 %	22,1 %
Dépenses d'investissement	33 602	39 767	116 102	100 809
Nombre de magasins ⁴⁾	1 333	1 271	1 333	1 271
Superficie moyenne des magasins (en pieds carrés bruts) ⁴⁾	10 313	10 275	10 313	10 275
Dividendes déclarés par action ordinaire	0,044 \$	0,044 \$	0,132 \$	0,132 \$

<i>(en milliers de dollars)</i>	Périodes de 13 semaines closes		Périodes de 39 semaines closes	
	le 1 ^{er} novembre 2020	le 3 novembre 2019	le 1 ^{er} novembre 2020	le 3 novembre 2019
	\$	\$	\$	\$
Le tableau suivant présente un rapprochement du résultat d'exploitation et du BAIIA :				
Résultat d'exploitation	243 810	211 853	604 931	602 049
Ajouter la dotation aux amortissements	68 291	61 374	198 773	179 538
BAIIA	312 101	273 227	803 704	781 587
<i>Marge du BAIIA³⁾</i>	29,3 %	28,8 %	27,5 %	28,7 %

Le tableau suivant présente un rapprochement du BAIIA et des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation :

BAIIA	312 101	273 227	803 704	781 587
Coûts de financement (déduction faite de l'amortissement des frais d'émission de titres de créance)	(12 577)	(15 853)	(61 774)	(64 896)
Comptabilisation de profits et de pertes sur la fixation du taux des obligations et sur les contrats à terme sur obligations	(87)	(95)	(276)	(284)
Impôt exigible	(58 891)	(44 428)	(142 832)	(132 547)
Rémunération fondée sur des actions	1 812	1 430	4 310	4 145
(Profit) perte à la cession d'actifs	(1 112)	(109)	(3 787)	(589)
Quote-part du résultat net de la participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence	(4 259)	(1 707)	(9 136)	(1 707)
	236 987	212 465	590 209	585 709
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	(35 571)	(9 149)	78 004	(105 315)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, montant net	201 416	203 316	668 213	480 394

	Aux	
	1 ^{er} novembre 2020	2 février 2020
	\$	\$
Données tirées de l'état de la situation financière		
Trésorerie	444 721	90 464
Stocks	602 524	623 490
Total des actifs courants	1 086 946	764 497
Immobilisations corporelles	686 805	644 011
Actifs au titre de droits d'utilisation	1 319 216	1 283 778
Total de l'actif	4 154 265	3 716 456
Total des passifs courants	1 373 240	1 092 484
Total des passifs non courants	2 518 664	2 716 168
Total de la dette ⁵⁾	1 941 951	1 883 407
Dette nette ⁶⁾	1 497 230	1 792 943
Capitaux propres (déficit)	262 361	(92 196)

(en milliers de dollars)

Le tableau suivant présente un rapprochement de la dette à long terme et du total de la dette :

	Aux	
	1 ^{er} novembre 2020 \$	2 février 2020 \$
Billets non garantis de premier rang portant intérêt comme suit :		
Taux annuel fixe de 1,505 %, payable en versements semestriels égaux, échéant le 20 septembre 2027 (les « billets à taux fixe à 1,505 % »)	300 000	-
Taux annuel fixe de 3,55 %, payable en versements semestriels égaux, échéant le 6 novembre 2023 (les « billets à taux fixe à 3,55 % »)	500 000	500 000
Taux annuel fixe de 2,203 %, payable en versements semestriels égaux, échéant le 10 novembre 2022 (les « billets à taux fixe à 2,203 % »)	250 000	250 000
Taux annuel fixe de 2,337 %, payable en versements semestriels égaux, échéant le 22 juillet 2021 (les « billets à taux fixe à 2,337 % » et, collectivement avec les billets à taux fixe à 1,505 %, les billets à taux fixe à 3,55 % et les billets à taux fixe à 2,203 %, les « billets à taux fixe »)	525 000	525 000
Taux variable équivalant au taux des acceptations bancaires de 3 mois (CDOR) majoré de 27 points de base, payable trimestriellement, échéant le 1 ^{er} février 2021 (les « billets à taux variable de série 3 »)	300 000	300 000
Taux variable équivalant au taux des acceptations bancaires de 3 mois (CDOR) majoré de 59 points de base, payable trimestriellement, remboursés le 16 mars 2020 (les « billets à taux variable de série 2 » et, collectivement avec les billets à taux variable de série 3, les « billets à taux variable »)	-	300 000
Intérêt à payer sur les billets à taux variable et les billets à taux fixe (collectivement, les « billets non garantis de premier rang »)	15 767	8 407
Total de la dette à long terme	<u>1 890 767</u>	<u>1 883 407</u>
Billets de trésorerie américains émis dans le cadre du programme de billets de trésorerie aux États-Unis	51 184	-
Total de la dette	<u>1 941 951</u>	<u>1 883 407</u>

Le tableau suivant présente un rapprochement du total de la dette et de la dette nette :

Total de la dette	1 941 951	1 883 407
Trésorerie	(444 721)	(90 464)
Dette nette⁶⁾	<u>1 497 230</u>	<u>1 792 943</u>

Le tableau suivant présente un rapprochement du déficit et des résultats non distribués ajustés :

Déficit	(224 697)	(574 110)
Prix payé excédant la valeur comptable des actions ordinaires rachetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités	3 707 976	3 707 976
Résultats non distribués ajustés⁷⁾	<u>3 483 279</u>	<u>3 133 866</u>

Le déficit au 1^{er} novembre 2020 ou au 2 février 2020 ne reflète pas une mauvaise performance opérationnelle. Il découle du fait qu'une part importante de la contrepartie en trésorerie pour le rachat d'actions dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société est portée en diminution des résultats non distribués et que le cours du marché auquel les actions sont rachetées excède considérablement la valeur comptable de ces actions. Même si aucune action n'a été rachetée aux fins d'annulation au cours des trois premiers trimestres de l'exercice 2021 puisque la Société a choisi de préserver ses liquidités en raison des incertitudes causées par la pandémie de COVID-19, la direction estime que le rachat d'actions demeure une stratégie efficace pour créer de la valeur au fil du temps pour les actionnaires et constitue une utilisation appropriée des fonds de la Société.

¹⁾ La croissance des ventes des magasins comparables constitue une mesure de l'augmentation ou de la diminution, selon le cas, en pourcentage des ventes des magasins, y compris les magasins relocalisés et agrandis, ouverts depuis au moins 13 mois d'exercice complets par rapport à celle de la période correspondante de l'exercice précédent. Pour les premier et deuxième trimestres de l'exercice 2021, la croissance des ventes des magasins comparables ne tient pas compte des magasins qui étaient alors temporairement fermés.

²⁾ La marge brute correspond au profit brut divisé par les ventes. Les frais généraux en pourcentage des ventes correspondent aux frais généraux divisés par les ventes. La marge d'exploitation correspond au résultat d'exploitation divisé par les ventes.

³⁾ Le BAIIA, une mesure hors PCGR, représente le résultat d'exploitation plus la dotation aux amortissements. La marge du BAIIA correspond au BAIIA divisé par les ventes.

⁴⁾ À la fin de la période.

⁵⁾ Le total de la dette, une mesure hors PCGR, représente la somme de la dette à long terme (y compris l'intérêt à payer et les frais d'émission de titres de créance non amortis au titre de la partie courante), des emprunts à court terme dans le cadre du programme de billets de trésorerie aux États-Unis et des autres dettes bancaires (le cas échéant).

⁶⁾ La dette nette, une mesure hors PCGR, représente le total de la dette, moins la trésorerie.

⁷⁾ Les résultats non distribués ajustés, une mesure hors PCGR, représentent le déficit plus l'excédent i) du prix payé pour toutes les actions ordinaires rachetées dans le cadre des offres publiques de rachat dans le cours normal des activités de la Société entre la date d'établissement en juin 2012 et le 1^{er} novembre 2020 sur ii) la valeur comptable de ces actions ordinaires.

Résultats d'exploitation

Analyse des résultats du troisième trimestre de l'exercice 2021

Suit un aperçu de la performance financière de la Société pour le troisième trimestre de l'exercice 2021 comparativement à celle du troisième trimestre de l'exercice 2020.

Ventes

Les ventes du troisième trimestre de l'exercice 2021 ont augmenté de 12,3 % pour s'établir à 1 064,2 M\$, alors qu'elles étaient de 947,6 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation des ventes s'explique par la croissance du nombre total de magasins au cours des 12 derniers mois, qui est passé de 1 271 magasins en date du 3 novembre 2019 à 1 333 magasins en date du 1^{er} novembre 2020, et par la croissance des ventes des magasins comparables, principalement attribuable à la hausse des ventes d'articles saisonniers, notamment des articles d'été, ainsi que de produits ménagers essentiels, d'hygiène et de beauté, et de nettoyage. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la baisse de l'achalandage dans les magasins et par la diminution des ventes de certaines catégories de produits, comme les articles de fête et les cartes de souhaits.

Les ventes des magasins comparables ont progressé de 7,1 %, du fait de la hausse de 26,3 % du montant moyen des transactions et de la baisse de 15,2 % du nombre de transactions. Les clients ont diminué la fréquence de leurs visites en magasin mais ont acheté de plus grandes quantités d'articles chaque fois comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Cependant, l'achalandage dans les magasins a augmenté par rapport au trimestre précédent, alors que plusieurs magasins étaient fermés temporairement ou fonctionnaient avec des heures d'ouverture réduites.

Pour le trimestre, 73,7 % des ventes de la Société provenaient de produits vendus à un prix supérieur à 1,25 \$, comparativement à 71,4 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Marge brute

La marge brute s'est établie à 468,7 M\$, ou 44,0 % des ventes pour le troisième trimestre de l'exercice 2021, comparativement à 413,8 M\$, ou 43,7 % des ventes pour le troisième trimestre de l'exercice 2020. Cette hausse s'explique surtout par l'augmentation des ventes de produits à marge plus élevée, notamment les articles saisonniers d'été et d'Halloween, et par l'effet favorable des économies d'échelle.

La marge brute comprend les ventes faites par la Société à Dollarcity, à titre de fournisseur direct, ce qui représente environ 1 % des ventes totales de la Société, ainsi qu'une marge bénéficiaire nominale. Par conséquent, ces ventes ont eu une incidence négligeable sur la marge brute globale du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Frais généraux

Les frais généraux pour le troisième trimestre de l'exercice 2021 ont augmenté de 13,2 % pour s'établir à 160,9 M\$, par rapport à 142,2 M\$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2020. Les frais généraux pour le troisième trimestre de l'exercice 2021 ont représenté 15,1 % des ventes, comparativement à 15,0 % des ventes pour le troisième trimestre de l'exercice 2020. Cet écart reflète les coûts directs supplémentaires découlant des heures de travail additionnelles en magasin pour assurer la mise en œuvre des mesures de nettoyage et de distanciation physique liées à la COVID-19, lesquels se chiffrent à environ 10,9 M\$ ou 100 points de base. Les coûts directs liés à la COVID-19 ont été moins élevés au troisième trimestre de l'exercice 2021 qu'au deuxième trimestre, puisque toutes les primes liées à la COVID-19 visant les magasins ainsi que le centre de distribution et les entrepôts ont pris fin au début d'août 2020. La productivité accrue de la main-d'œuvre en magasin attribuable au traitement d'un plus petit nombre de transactions mais de paniers plus garnis, le remballage de quantités moindres d'articles saisonniers résultant des ventes élevées, la diminution des frais de déplacement et les économies d'échelle ont eu un effet favorable sur les frais généraux.

Dotation aux amortissements

La dotation aux amortissements a augmenté de 6,9 M\$, passant de 61,4 M\$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2020 à 68,3 M\$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2021. Cette augmentation s'explique essentiellement par l'amortissement des nouveaux magasins, des actifs au titre des droits d'utilisation, des logiciels et de l'agrandissement du centre de distribution achevé au dernier trimestre de l'exercice 2020.

Quote-part du résultat net de la participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2021, la quote-part de 50,1 % revenant à la Société du résultat net de Dollarcity pour la période allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 septembre 2020 (période de 13 semaines) s'est établie à 4,3 M\$. Pour la période correspondante de l'exercice précédent, un montant de 1,7 M\$ a été comptabilisé au titre de la quote-part revenant à Dollarama du résultat net de Dollarcity pour la période allant du 14 août 2019, date de l'acquisition par Dollarama de sa participation dans Dollarcity, au 30 septembre 2019, date de clôture du trimestre de Dollarcity (période de 6,5 semaines). La participation de la Société dans Dollarcity est comptabilisée comme une entreprise commune selon la méthode de la mise en équivalence.

Coûts de financement

Les coûts de financement ont diminué de 2,2 M\$, passant de 25,2 M\$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2020 à 23,0 M\$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2021, en raison essentiellement de la réduction du taux d'emprunt moyen.

Autres produits

Les autres produits du troisième trimestre de l'exercice 2020 tenaient compte d'un profit non récurrent de 2,8 M\$, ou 2,1 M\$ après impôt, correspondant à l'écart entre la juste valeur de l'option d'achat visant 50,1 % des actions émises et en circulation de Dollarcity et le prix d'acquisition estimatif de ce placement au 14 août 2019, date de clôture de l'acquisition. Pour le troisième trimestre de l'exercice 2021, les autres produits sont de néant.

Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat a augmenté de 8,0 M\$, passant de 50,9 M\$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2020 à 58,9 M\$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2021, en raison de la hausse du résultat avant impôt. Cette augmentation a été contrebalancée en partie par la baisse du taux d'imposition prescrit par la loi ainsi que par le fait que la quote-part revenant à la Société du résultat net de sa participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence est calculée déduction faite de la charge d'impôt de Dollarcity. Les taux d'imposition prescrits par la loi pour les troisièmes trimestres des exercices 2021 et 2020 étaient, respectivement, de 26,6 % et de 26,9 %. Les taux d'imposition effectifs de la Société pour les troisièmes trimestres des exercices 2021 et 2020 étaient, respectivement, de 26,7 % et de 26,8 %.

Résultat net

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2021, le résultat net s'est établi à 161,9 M\$, soit 0,52 \$ par action ordinaire après dilution, contre 138,6 M\$, soit 0,44 \$ par action ordinaire après dilution, pour le troisième trimestre de l'exercice 2020. Le résultat net du troisième trimestre de l'exercice 2021 reflète l'augmentation des ventes et l'amélioration de la marge brute, facteurs contrebalancés en partie par les coûts directs supplémentaires liés à la COVID-19.

Analyse des résultats des neuf premiers mois de l'exercice 2021

Suit un aperçu de la performance financière de la Société pour les neuf premiers mois de l'exercice 2021 comparativement à celle des neuf premiers mois de l'exercice 2020.

Ventes

Les ventes des neuf premiers mois de l'exercice 2021 ont augmenté de 7,4 % pour s'établir à 2 922,6 M\$, alors qu'elles étaient de 2 722,1 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation des ventes s'explique par la croissance du nombre total de magasins au cours des 12 derniers mois, qui est passé de 1 271 magasins en date du 3 novembre 2019 à 1 333 magasins en date du 1^{er} novembre 2020, et par la croissance des ventes des magasins comparables, attribuable à la hausse des ventes de produits de consommation courante, de produits ménagers essentiels et d'articles saisonniers d'été. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la baisse de l'achalandage dans les magasins et par la diminution des ventes de certaines catégories de produits, comme les articles de fête et les cartes de souhaits.

Les ventes des magasins comparables, compte non tenu des magasins temporairement fermés au premier et au deuxième trimestre, ont augmenté de 4,6 % pour les neuf premiers mois de l'exercice 2021, du fait de la hausse de 30,0 % du montant moyen des transactions et de la baisse de 19,6 % du nombre de transactions. Les clients ont diminué la fréquence de leurs visites en magasin mais ont acheté de plus grandes quantités d'articles chaque fois.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2021, 73,6 % des ventes de la Société provenaient de produits vendus à un prix supérieur à 1,25 \$, comparativement à 70,9 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Marge brute

La marge brute s'est établie à 1 262,5 M\$, ou 43,2 % des ventes, pour les neuf premiers mois de l'exercice 2021, par rapport à 1 175,9 M\$, ce qui correspondait aussi à 43,2 % des ventes, pour les neuf premiers mois de l'exercice 2020. Les fortes marges ont été soutenues par les ventes de produits à marge plus élevée comme les articles saisonniers d'été et d'Halloween.

La marge brute comprend les ventes faites par la Société à Dollarcity, à titre de fournisseur direct, ce qui représente environ 1 % des ventes totales de la Société, ainsi qu'une marge bénéficiaire nominale. Par conséquent, ces ventes ont eu une incidence négligeable sur la marge brute globale de la période considérée et de la période correspondante de l'exercice précédent.

Frais généraux

Les frais généraux pour les neuf premiers mois de l'exercice 2021 ont augmenté de 18,2 % pour s'établir à 468,0 M\$, par rapport à 396,0 M\$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2020. Les frais généraux pour les neuf premiers mois de l'exercice 2021 ont représenté 16,0 % des ventes, comparativement à 14,5 % des ventes pour les neuf premiers mois de l'exercice 2020. Cet écart reflète essentiellement les coûts directs supplémentaires découlant des heures de travail additionnelles en magasin pour assurer la mise en œuvre des mesures de nettoyage et de distanciation physique liées à la COVID-19, lesquels se chiffrent à environ 57,3 M\$ ou 2,0 % des ventes. Ces coûts comprennent les primes liées à la COVID-19 qui ont pris fin le 2 août 2020 ainsi que les heures de travail additionnelles en magasin pour assurer la mise en œuvre des protocoles de nettoyage et de désinfection découlant de la COVID-19 et des mesures de distanciation physique.

Dotation aux amortissements

La dotation aux amortissements a augmenté de 19,3 M\$, passant de 179,5 M\$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2020 à 198,8 M\$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2021. Cette augmentation s'explique essentiellement par l'amortissement des nouveaux magasins, des actifs au titre des droits d'utilisation, des logiciels et de l'agrandissement du centre de distribution achevé au dernier trimestre de l'exercice 2020.

Quote-part du résultat net de la participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2021, la quote-part de 50,1 % revenant à la Société du résultat net de Dollarcity pour la période allant du 1^{er} janvier 2020 au 30 septembre 2020 (période de 39 semaines) s'est établie à 9,1 M\$. Pour la période correspondante de l'exercice précédent, un montant de 1,7 M\$ a été comptabilisé au titre de la quote-part revenant à Dollarama du résultat net de Dollarcity pour la période allant du 14 août 2019, date de l'acquisition par Dollarama de sa participation dans Dollarcity, au 30 septembre 2019, date de clôture du trimestre de Dollarcity (période de 6,5 semaines). La participation de la Société dans Dollarcity est comptabilisée comme une entreprise commune selon la méthode de la mise en équivalence.

Coûts de financement

Les coûts de financement ont diminué de 2,5 M\$, passant de 75,4 M\$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2020 à 72,9 M\$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2021. Cette diminution est essentiellement attribuable à la réduction du taux d'emprunt moyen.

Autres produits

Les autres produits du troisième trimestre de l'exercice 2020 tenaient compte d'un profit non récurrent de 2,8 M\$, ou 2,1 M\$ après impôt, correspondant à l'écart entre la juste valeur de l'option d'achat visant 50,1 % des actions émises et en circulation de Dollarcity et le prix d'acquisition estimatif de ce placement au 14 août 2019, date de clôture de l'acquisition. Pour le troisième trimestre de l'exercice 2021, les autres produits sont de néant.

Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat a diminué de 2,6 M\$, passant de 144,2 M\$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2020 à 141,6 M\$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2021, en raison de la baisse du taux d'imposition prescrit par la loi et du fait que la quote-part revenant à la Société du résultat net de sa participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence est calculée déduction faite de la charge d'impôt de Dollarcity. Les taux d'imposition prescrits par la loi pour les neuf premiers mois des exercices 2021 et 2020 étaient, respectivement, de 26,6 % et de 26,9 %. Les taux d'imposition effectifs de la Société pour les neuf premiers mois des exercices 2021 et 2020 étaient, respectivement, de 26,6 % et de 27,2 %.

Résultat net

Le résultat net a augmenté pour s'établir à 390,4 M\$, soit 1,25 \$ par action ordinaire après dilution, pour les neuf premiers mois de l'exercice 2021, contre 385,3 M\$, soit 1,21 \$ par action ordinaire après dilution, pour les neuf premiers mois de l'exercice 2020. Le résultat net des neuf premiers mois de l'exercice 2021 reflète l'augmentation des ventes et des marges élevées soutenues, facteurs contrebalancés par les coûts directs supplémentaires liés à la COVID-19.

Sommaire des résultats trimestriels consolidés

	Exercice 2021			Exercice 2020				Exercice 2019
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4
<i>(en milliers de dollars, sauf les montants par action)</i>								
Données tirées de l'état du résultat net	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ventes	1 064 201	1 013 592	844 798	1 065 201	947 649	946 405	828 036	1 059 714
Résultat net	161 871	142 496	86 079	178 717	138 627	143 183	103 512	171 006
Résultat net par action ordinaire								
De base	0,52 \$	0,46 \$	0,28 \$	0,57 \$	0,44 \$	0,45 \$	0,33 \$	0,54 \$
Dilué	0,52 \$	0,46 \$	0,28 \$	0,57 \$	0,44 \$	0,45 \$	0,33 \$	0,53 \$

Dans le passé, nous avons enregistré notre chiffre d'affaires le plus faible au premier trimestre et notre chiffre d'affaires le plus élevé au quatrième trimestre, la plus grande proportion des ventes étant réalisées en décembre. En général, le chiffre d'affaires augmente également en prévision de fêtes comme Pâques, la Saint-Patrick, la Saint-Valentin et l'Halloween, mais nos ventes ne subissent autrement que de légères variations saisonnières, et nous prévoyons que cette tendance se maintiendra. La survenance de conditions météorologiques inhabituellement défavorables ou d'une éclosion, comme celle de la pandémie de COVID-19, qui perturberaient nos activités commerciales ou d'exploitation pendant une période de pointe comme la période des Fêtes ou d'autres fêtes importantes ou pendant une période prolongée pourrait avoir un effet défavorable sur notre réseau de distribution et sur l'achalandage dans nos magasins et, de ce fait, avoir des conséquences défavorables significatives sur nos activités et nos résultats financiers. Les résultats du troisième trimestre de l'exercice 2021 ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats du quatrième trimestre de l'exercice 2021.

Situation de trésorerie et ressources en capital

Flux de trésorerie pour le troisième trimestre de l'exercice 2021

	Périodes de 13 semaines closes		
	le 1 ^{er} novembre 2020	le 3 novembre 2019	Variation
	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	201 416	203 316	(1 900)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(102 643)	(98 275)	(4 368)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	127 591	(180 097)	307 688
Variation nette de la trésorerie	226 364	(75 056)	301 420

Flux de trésorerie – Activités d'exploitation

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2021, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont totalisé 201,4 M\$, comparativement à 203,3 M\$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2020. Cette diminution est attribuable à l'utilisation accrue du fonds de roulement, en raison principalement du règlement des acomptes provisionnels précédemment reportés comme l'avaient autorisé les autorités fiscales canadiennes dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Ces versements d'impôt ont plus que contrebalancé l'augmentation du résultat d'exploitation, de même que l'affectation moindre du fonds de roulement aux achats de stocks.

Flux de trésorerie – Activités d'investissement

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2021, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont totalisé 102,6 M\$, comparativement à 98,3 M\$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2020. Cette hausse comprend un paiement de 52,7 M\$ US (69,3 M\$) qui représente le solde du prix d'acquisition de la participation de 50,1 % de Dollarama dans Dollarcity, tandis que le paiement initial effectué au trimestre correspondant de l'exercice précédent s'est chiffré à 40,0 M\$ US (52,8 M\$). Les dépenses d'investissement ont aussi baissé légèrement au troisième trimestre de l'exercice 2021 par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent, en raison du ralentissement des projets de transformation alors que la Société se concentrait sur l'ouverture de nouveaux magasins.

Flux de trésorerie – Activités de financement

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2021, les flux de trésorerie provenant des activités de financement ont totalisé 127,6 M\$, comparativement à 180,1 M\$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2020. Cette variation est principalement attribuable au produit tiré de l'émission des billets à taux fixe à 1,505 % (définis ci-après).

Flux de trésorerie pour les neuf premiers mois de l'exercice 2021

<i>(en milliers de dollars)</i>	Périodes de 39 semaines closes		
	le 1^{er} novembre 2020	le 3 novembre 2019	Variation
	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	668 213	480 394	187 819
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(212 919)	(158 785)	(54 134)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(101 037)	(307 984)	206 947
Variation nette de la trésorerie	354 257	13 625	340 632

Flux de trésorerie – Activités d'exploitation

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2021, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont totalisé 668,2 M\$, comparativement à 480,4 M\$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2020. Cette hausse est attribuable à la hausse du résultat d'exploitation et à l'affectation moindre du fonds de roulement aux achats de stocks. La baisse des niveaux de stocks au cours de l'exercice 2021 s'explique par les ventes élevées et le moment de la réception des marchandises par rapport à l'exercice 2020. L'incidence de la diminution des stocks a été atténuée par l'accélération des cycles de réapprovisionnement et le recours aux stocks de sécurité. La Société s'attend à être en mesure de répondre à la demande prévue des clients au cours des prochains trimestres.

Flux de trésorerie – Activités d'investissement

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2021, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont totalisé 212,9 M\$, comparativement à 158,8 M\$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2020. Cette hausse reflète le règlement du solde du prix d'acquisition de 52,7 M\$ US (69,3 M\$) pour la participation de 50,1 % dans Dollarcity, un ajout de 20,0 M\$ US (28,0 M\$) à la participation comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence dans Dollarcity aux fins de l'acquisition d'actifs immobiliers, ainsi que la hausse des dépenses d'investissement évolutives liées aux magasins Dollarama au Canada, par exemple l'achat de nouvelles caisses libre-service pour certains magasins très achalandés dans le réseau, le déploiement continu des caméras de surveillance et d'autres projets d'optimisation des magasins.

Flux de trésorerie – Activités de financement

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2021, les flux de trésorerie affectés aux activités de financement ont totalisé 101,0 M\$, comparativement à 308,0 M\$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2020. Les sorties de trésorerie ont été moins élevées pour l'exercice 2021 que pour l'exercice précédent, car la Société n'a pas racheté d'actions dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités au cours de l'exercice 2021 afin de préserver ses liquidités dans le contexte de la pandémie de COVID-19.

Dépenses d'investissement

L'agrandissement du centre de distribution étant maintenant terminé, les dépenses d'investissement se rapportent principalement aux investissements dans les projets de technologies de l'information et dans les nouveaux magasins.

Les dépenses d'investissement ont diminué de 6,2 M\$, passant de 39,8 M\$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2020 à 33,6 M\$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2021. Cette baisse reflète le ralentissement des projets de transformation des magasins alors que la Société se concentrait sur l'ouverture de nouveaux magasins.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2021, les dépenses d'investissement ont totalisé 116,1 M\$, contre 100,8 M\$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2020. Cette augmentation reflète l'accroissement des dépenses d'investissement évolutives liées aux magasins, notamment l'achat de nouvelles caisses libre-service pour certains magasins très achalandés dans le réseau, le déploiement continu des caméras de surveillance et d'autres projets d'optimisation des magasins.

Ressources en capital

La Société tire de ses activités d'exploitation des flux de trésorerie suffisants pour financer sa stratégie de croissance prévue au Canada et en Amérique latine, assurer le service de sa dette et verser des dividendes aux actionnaires. Au 1^{er} novembre 2020, la Société disposait d'une encaisse de 444,7 M\$ et d'un montant de 798,8 M\$ non tiré sur sa facilité de crédit (définie ci-après), dont une tranche de 51,2 M\$ était réservée pour garantir les montants en cours aux termes du programme de billets de trésorerie aux États-Unis.

La capacité de la Société de payer le capital et les intérêts sur sa dette, de la refinancer, ou de générer des fonds suffisants pour financer les dépenses d'investissement et les placements prévus, dépendra de sa performance future, laquelle, dans une certaine mesure, sera tributaire de la conjoncture économique, de facteurs d'ordre financier, de la concurrence, du cadre législatif et réglementaire et d'autres facteurs qui sont indépendants de sa volonté.

La Société n'est pas admissible aux programmes de soutien créés par le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux dans le cadre de la pandémie de COVID-19. Au Canada, la Société a versé les loyers à payer aux propriétaires, en totalité et en temps voulu, pour l'ensemble des magasins (y compris ceux qui ont été temporairement fermés plus tôt au cours de l'exercice 2021), les entrepôts et son siège social.

À moins de nouvelles circonstances extraordinaires découlant de la pandémie de COVID-19, compte tenu de la vigueur actuelle de son résultat, la direction croit que les flux de trésorerie provenant de ses activités d'exploitation ainsi que l'encaisse et le crédit disponible aux termes de la facilité de crédit lui permettront de combler ses besoins en liquidités futurs aux fins de l'exploitation.

La Société avait un fonds de roulement négatif de 286,3 M\$ au 1^{er} novembre 2020, comparativement à un fonds de roulement négatif de 328,0 M\$ au 2 février 2020, par suite de la prise en compte dans les passifs courants des billets non garantis de premier rang échéant au cours des douze prochains mois. La Société a l'intention d'affecter le produit net tiré de la récente émission des billets à taux fixe à 1,505 % au remboursement du capital total de 300,0 M\$ des billets à taux variable de série 3 en cours échéant le 1^{er} février 2021, ainsi qu'aux fins générales de l'entreprise. De plus, la Société prévoit refinancer les billets à taux fixe à 2,337 % échéant le 22 juillet 2021 en émettant de nouveaux billets à long terme avant la date d'échéance. La Société est bien perçue des agences de notation.

Les hypothèses de la Société concernant ses besoins en liquidités futurs et ses possibilités de refinancement pourraient se révéler inexactes, et les fonds auxquels les sources décrites aux présentes lui donnent accès pourraient ne pas être suffisants pour lui permettre d'assurer le service de sa dette et de pourvoir au règlement de toute charge imprévue.

Billets non garantis de premier rang

Les titres de créance à long terme en cours se composent des éléments suivants :

	1^{er} novembre 2020 \$	2 février 2020 \$
Billets non garantis de premier rang portant intérêt comme suit :		
Taux annuel fixe de 1,505 %, payable en versements semestriels égaux, échéant le 20 septembre 2027 (les « billets à taux fixe à 1,505 % »)	300 000	-
Taux annuel fixe de 3,55 %, payable en versements semestriels égaux, échéant le 6 novembre 2023 (les « billets à taux fixe à 3,55 % »)	500 000	500 000
Taux annuel fixe de 2,203 %, payable en versements semestriels égaux, échéant le 10 novembre 2022 (les « billets à taux fixe à 2,203 % »)	250 000	250 000
Taux annuel fixe de 2,337 %, payable en versements semestriels égaux, échéant le 22 juillet 2021 (les « billets à taux fixe à 2,337 % » et, collectivement avec les billets à taux fixe à 1,505 %, les billets à taux fixe à 3,55 % et les billets à taux fixe à 2,203 %, les « billets à taux fixe »)	525 000	525 000
Taux variable équivalant au taux des acceptations bancaires de 3 mois (CDOR) majoré de 27 points de base, payable trimestriellement, échéant le 1 ^{er} février 2021 (les « billets à taux variable de série 3 »)	300 000	300 000
Taux variable équivalant au taux des acceptations bancaires de 3 mois (CDOR) majoré de 59 points de base, payable trimestriellement, remboursés le 16 mars 2020 (les « billets à taux variable de série 2 » et, collectivement avec les billets à taux variable de série 3, les « billets à taux variable »)	-	300 000
	<u>(6 869)</u>	<u>(6 624)</u>
Moins les frais d'émission des titres de créance non amortis	(6 869)	(6 624)
Intérêt à payer sur les billets à taux variable et les billets à taux fixe (collectivement, les « billets non garantis de premier rang »)	15 767	8 407
	<u>1 883 898</u>	<u>1 876 783</u>
Partie courante (y compris les billets à taux variable de série 3 échéant le 1^{er} février 2021, les billets à taux fixe à 2,337 % échéant le 22 juillet 2021, les frais d'émission de titres de créance non amortis et l'intérêt à payer sur les billets non garantis de premier rang)	<u>(840 314)</u>	<u>(606 494)</u>
	<u>1 043 584</u>	<u>1 270 289</u>

Le tableau qui suit présente la valeur comptable et la juste valeur des billets non garantis de premier rang au 1^{er} novembre 2020 et au 2 février 2020.

	1 ^{er} novembre 2020		2 février 2020	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
	\$	\$	\$	\$
Billets à taux fixe				
Billets à taux fixe à 1,505 %	298 908	297 330	-	-
Billets à taux fixe à 3,55 %	505 943	535 650	500 874	523 480
Billets à taux fixe à 2,203 %	252 186	256 500	250 664	250 958
Billets à taux fixe à 2,337 %	528 074	531 720	524 686	527 678
Billets à taux variable				
Billets à taux variable de série 3	300 403	300 150	301 302	300 204
Billets à taux variable de série 2	-	-	300 754	300 156
	<u>1 885 514</u>	<u>1 921 350</u>	<u>1 878 280</u>	<u>1 902 476</u>

Billets à taux fixe

Le 18 septembre 2020, la Société a émis les billets à taux fixe à 1,505 % à leur valeur nominale, pour un produit brut total de 300,0 M\$, dans le cadre d'un placement privé en vertu d'une dispense de prospectus prévue par les lois sur les valeurs mobilières applicables. La Société a l'intention d'affecter le produit net au remboursement du capital total de 300,0 M\$ des billets à taux variable de série 3 en cours échéant le 1^{er} février 2021, ainsi qu'aux fins générales de l'entreprise. Les billets à taux fixe à 1,505 % se sont vu attribuer une note BBB, avec une tendance stable, par DBRS Limited. Les billets à taux fixe à 1,505 % portent intérêt au taux annuel de 1,505 %, payable en versements semestriels égaux, à terme échu, le 20 mars et le 20 septembre de chaque année jusqu'à l'échéance, le 20 septembre 2027.

Facilité de crédit

Le 14 février 2020, la Société et les prêteurs ont conclu la troisième convention de crédit modifiée et mise à jour (la « troisième convention de crédit ») qui reflète les modifications qu'il a été convenu d'apporter à la deuxième convention de crédit modifiée et mise à jour (la « deuxième convention de crédit »), notamment l'ajout d'une nouvelle facilité de crédit renouvelable, la facilité D, d'un montant de 300,0 M\$, aux trois facilités existantes (les quatre facilités étant collectivement appelées la « facilité de crédit »). Cette facilité supplémentaire fait passer le total des engagements de 500,0 M\$ à 800,0 M\$, et le montant total de la facilité sert de garantie de liquidités aux fins du remboursement des billets de trésorerie américains (définis ci-après) émis dans le cadre du programme de billets de trésorerie aux États-Unis.

Le 13 mars 2020, la Société et les prêteurs ont conclu la première convention de modification de la troisième convention de crédit afin de proroger du 29 septembre 2021 au 29 septembre 2022 la date d'échéance de la facilité B de 200,0 M\$ et de la facilité C de 50,0 M\$.

Le 21 septembre 2020, la Société et les prêteurs ont conclu la deuxième convention de modification de la troisième convention de crédit afin de proroger du 12 février 2021 au 20 septembre 2021 la date d'échéance de la facilité D. La facilité A de 250,0 M\$ est disponible jusqu'au 27 septembre 2024.

Aux termes de la troisième convention de crédit, la Société peut, dans certaines circonstances et sous réserve de l'obtention d'engagements supplémentaires de la part des prêteurs existants ou d'autres institutions admissibles, demander des augmentations portant le montant total disponible aux termes de la facilité de crédit, y compris les engagements existants, à 1 500,0 M\$.

La troisième convention de crédit oblige la Société à respecter, sur une base trimestrielle et consolidée, un ratio minimal de couverture des intérêts et un ratio maximal d'endettement. La Société a la possibilité d'effectuer des emprunts en dollars canadiens et américains.

La facilité de crédit reste cautionnée par Dollarama S.E.C. et par Dollarama GP Inc. (collectivement, avec la Société, les « parties garantissant l'emprunt »). La troisième convention de crédit est assortie de clauses restrictives qui, sous réserve de certaines exceptions, limitent la capacité des parties garantissant l'emprunt de faire notamment ce qui suit : contracter, prendre en charge ou autoriser des dettes de premier rang ou des privilèges; réaliser des fusions, des acquisitions, des ventes d'actifs ou des opérations de cession-bail; changer la nature de leurs activités et effectuer certaines opérations avec des sociétés du même groupe. La troisième convention de crédit limite également la capacité de la Société de faire ce qui suit en cas de défaut aux termes de la convention : procéder à des prêts; déclarer des dividendes et faire des paiements relatifs à des participations en actions ou racheter de telles participations.

Au 1^{er} novembre 2020, aucun montant n'était en cours aux termes de la troisième convention de crédit (aucun montant prélevé aux termes de la deuxième convention de crédit au 2 février 2020), mais des lettres de crédit avaient été émises pour l'achat de stocks totalisant 1,2 M\$ (0,5 M\$ au 2 février 2020). Au 1^{er} novembre 2020, la Société respectait toutes ses clauses restrictives de nature financière.

Emprunts à court terme

Le 18 février 2020, la Société a annoncé l'établissement d'un programme de billets de trésorerie aux États-Unis par voie de placement privé, s'appuyant sur les dispenses d'inscription et d'obligations relatives au prospectus en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables (le « programme de billets de trésorerie aux États-Unis »).

Aux termes du programme de billets de trésorerie aux États-Unis, la Société peut émettre, à l'occasion, des billets de trésorerie non garantis dont l'échéance est d'au plus 397 jours à compter de la date d'émission (les « billets de trésorerie américains »). Le montant en capital total des billets de trésorerie américains en cours aux termes du programme de billets de trésorerie aux États-Unis ne peut en aucun temps dépasser 500,0 M\$ US. La Société utilise des instruments financiers dérivés pour convertir en dollars canadiens le produit net tiré de l'émission des billets de trésorerie américains et affecte ce produit aux fins générales de l'entreprise.

Les billets de trésorerie américains sont des obligations non garanties directes de la Société et occupent le même rang que toutes les autres dettes non garanties et non subordonnées de la Société. Les billets de trésorerie américains sont cautionnés par Dollarama S.E.C. et par Dollarama GP Inc., filiales entièrement détenues par la Société.

La valeur comptable des billets de trésorerie américains se rapprochait de leur juste valeur au 1^{er} novembre 2020, et leur juste valeur était établie au moyen de données d'entrée de niveau 2. Au 1^{er} novembre 2020, le montant des billets de trésorerie américains en cours se chiffrait à 38,4 M\$ US (51,2 M\$).

Obligations contractuelles, arrangements non comptabilisés et engagements

Le tableau suivant présente une analyse des passifs financiers non dérivés de la Société, selon un classement des échéances en fonction de la période à courir entre la date de l'état de la situation financière et la date d'échéance contractuelle. Les montants ci-dessous sont ceux des flux de trésorerie non actualisés contractuels au 1^{er} novembre 2020. Les dettes d'exploitation et charges à payer ne tiennent pas compte des passifs non liés à des contrats (comme les passifs d'impôt découlant d'exigences réglementaires imposées par les gouvernements).

<i>(en milliers de dollars)</i>	Moins de 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Dettes d'exploitation et charges à payer	205 639	-	-	-	205 639
Dividendes à verser	13 691	-	-	-	13 691
Obligations locatives ¹⁾	52 641	167 635	781 788	790 137	1 792 201
Remboursement de capital sur :					
les billets à taux fixe à 1,505 %	-	-	-	300 000	300 000
les billets à taux fixe à 3,55 %	-	-	500 000	-	500 000
les billets à taux fixe à 2,203 %	-	-	250 000	-	250 000
les billets à taux fixe à 2,337 %	-	525 000	-	-	525 000
les billets à taux variable de série 3	-	300 000	-	-	300 000
les billets de trésorerie américains	50 575	-	-	-	50 575
Versements d'intérêts sur :					
les billets à taux fixe à 1,505 %	-	4 540	18 060	9 030	31 630
les billets à taux fixe à 3,55 %	8 875	8 875	44 375	-	62 125
les billets à taux fixe à 2,203 %	2 754	2 754	8 261	-	13 769
les billets à taux fixe à 2,337 %	6 135	6 135	-	-	12 270
la facilité de crédit et les billets à taux variable ²⁾	570	570	-	-	1 140
	340 880	1 015 509	1 602 484	1 099 167	4 058 040

¹⁾ Représentent les loyers annuels de base et les autres montants payés aux propriétaires qui sont fixes ou qui varient en fonction d'un indice ou d'un taux.

²⁾ D'après les taux d'intérêt en vigueur le 1^{er} novembre 2020.

Le tableau ci-dessous résume les arrangements non comptabilisés, les lettres de crédit ainsi que les engagements de la Société au 1^{er} novembre 2020.

<i>(en milliers de dollars)</i>	Moins de 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Lettres de crédit	1 084	165	-	-	1 249

Outre les lettres de crédit, la Société n'est assujettie à aucun autre arrangement ou engagement non comptabilisé.

Instruments financiers

La Société se sert d'instruments financiers dérivés tels que des contrats de change à terme pour atténuer le risque inhérent aux fluctuations du dollar américain par rapport au dollar canadien. Ces instruments financiers dérivés sont utilisés à des fins de gestion des risques et sont désignés comme instruments de couverture d'achats de marchandises prévus ou comme instruments de couverture des emprunts en dollars américains convertis en dollars canadiens dans le cadre du programme de billets de trésorerie aux États-Unis.

La couverture du risque de change comporte un risque d'illiquidité et, dans la mesure où le dollar américain se déprécie par rapport au dollar canadien, les ententes de couverture pourraient avoir pour effet de limiter ou de réduire le rendement total de la Société si les achats aux taux couverts se traduisaient par des marges moins élevées que si ces achats avaient été faits au taux du jour.

La Société documente la relation entre les instruments de couverture et les éléments couverts, tout comme les objectifs et stratégies de gestion du risque qui sous-tendent ces opérations de couverture. Les instruments financiers dérivés désignés comme des instruments de couverture sont constatés à la juste valeur, laquelle est établie au moyen des cours du marché et d'autres données observables.

Par suite de l'établissement du programme de billets de trésorerie aux États-Unis, la Société a réévalué la nature des risques découlant des dérivés et la gestion de ces risques et conclu qu'il n'y avait eu aucun changement significatif.

Pour une description des instruments financiers dérivés de la Société, se reporter à la note 7 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société pour le troisième trimestre clos le 1^{er} novembre 2020 et aux notes 3 et 15 des états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice 2020.

Transactions entre parties liées

Baux immobiliers

Au 1^{er} novembre 2020, la Société louait 19 magasins, cinq entrepôts, ainsi que son siège social auprès d'entités contrôlées par la famille Rossy, aux termes de baux à long terme. Les paiements de loyers associés à ces baux conclus avec des parties liées sont évalués au coût, qui correspond à la juste valeur, soit le montant de la contrepartie établie selon les conditions du marché.

Au 1^{er} novembre 2020, le solde des obligations locatives à payer à des entités sous le contrôle de la famille Rossy s'élevait à 45,5 M\$ (52,4 M\$ au 2 février 2020).

Les frais de location facturés par des entités contrôlées par la famille Rossy et dont ne tiennent pas compte les obligations locatives ont totalisé respectivement 1,4 M\$ et 4,6 M\$ pour les périodes de 13 et de 39 semaines closes le 1^{er} novembre 2020 (respectivement 1,5 M\$ et 5,3 M\$ pour les périodes de 13 et de 39 semaines closes le 3 novembre 2019).

Dollarcity

En 2013, Dollarama International, filiale entièrement détenue par la Société, a conclu une convention de licence et de services avec Dollarcity. Au 1^{er} novembre 2020, la créance à recevoir de Dollarcity pour les produits vendus, les actifs sous licence et les services fournis aux termes de la convention de licence et de services totalisait 22,6 M\$ (34,0 M\$ au 3 novembre 2019), et ce montant est garanti en partie par une lettre de crédit jusqu'à concurrence de 10,0 M\$ US (13,3 M\$) (20,0 M\$ US (26,3 M\$) au 3 novembre 2019). Pour les périodes de 13 et de 39 semaines closes le 1^{er} novembre 2020, les produits vendus à Dollarcity qui sont expédiés directement à partir des entrepôts de la Société se sont établis respectivement à 4,7 M\$ et à 10,5 M\$ (3,7 M\$ pour la période allant du 14 août 2019, date à laquelle Dollarcity est devenue une partie liée de la Société du fait de l'acquisition par la Société d'une participation de 50,1 % dans Dollarcity, au 3 novembre 2019).

Aux termes de la convention entre actionnaires datée du 14 août 2019, les actionnaires fondateurs de Dollarcity ont une option de vente selon laquelle ils peuvent exiger, dans certaines circonstances, que Dollarama International rachète les actions de Dollarcity qu'ils détiennent à la juste valeur de marché. Ce droit peut être exercé dans le cours normal des activités à compter du 1^{er} octobre 2022, sous réserve de seuils relatifs à la taille de la transaction, de seuils d'actionnariats obligatoires et de périodes de blocage, entre autres conditions et restrictions. Ce droit pourrait aussi être exercé lorsque surviennent certains événements extraordinaires, notamment un changement de contrôle de la Société et la vente de Dollarcity.

Estimations et jugements comptables critiques

Pour préparer les états financiers, la direction doit faire des estimations et formuler des hypothèses qui nécessitent de faire appel au jugement et qui ont une incidence sur l'application des méthodes comptables et sur les montants présentés au titre de l'actif, du passif, des produits des activités ordinaires et des charges de la période. Les estimations et autres jugements font l'objet d'une réévaluation constante. Ils sont fondés sur l'expérience de la direction et sur d'autres facteurs, notamment les prévisions d'événements futurs raisonnables dans les circonstances. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société ont été préparés à l'aide des estimations et des jugements comptables critiques décrits à la note 4 des états financiers consolidés audités de l'exercice 2020.

Principales normes et interprétations

Réforme des taux d'intérêt de référence : Modifications d'IFRS 9, d'IAS 39 et d'IFRS 7

Le 3 février 2020, la Société a adopté la « *Réforme des taux d'intérêt de référence : Modifications d'IFRS 9, d'IAS 39 et d'IFRS 7* » (la « réforme »). Les modifications visent à permettre des dispenses temporaires de l'application des exigences particulières en matière de comptabilité de couverture pendant la période d'incertitude découlant de la réforme qui touche l'application des exigences en matière de comptabilité de couverture d'IFRS 9. L'adoption de ces modifications n'a pas eu d'incidence puisque les couvertures établies par la Société ne sont pas assujetties à un taux d'intérêt de référence dont le remplacement est planifié.

Allègements de loyer liés à la COVID-19 (modification d'IFRS 16 Contrats de location)

En mai 2020, l'IASB a publié un projet de modification d'IFRS 16 *Contrats de location* qui établit une mesure de simplification accordant aux preneurs à bail une exemption de la nécessité d'évaluer si un allègement au titre d'un loyer accordé en raison de la COVID-19 constitue une modification de contrat de location. Les preneurs qui font ce choix doivent comptabiliser toute modification des paiements de loyers découlant d'allègements de loyer liés à la COVID-19 de la même manière qu'ils la comptabiliseraient si elle ne résultait pas d'une modification de contrat de location. La norme modifiée s'applique aux exercices et aux périodes intermédiaires ouverts à compter du 1^{er} juin 2020, l'application anticipée étant permise. La Société a adopté la modification d'IFRS 16 « Allègements de loyer liés à la COVID-19 ». L'application anticipée par la Société de la mesure de simplification n'a pas eu d'incidence sur les résultats financiers, puisque la Société n'a obtenu aucun allègement de loyer.

Risques et incertitudes

Le contrôle et l'amélioration des activités sont des préoccupations constantes au sein de la Société. La compréhension et la gestion des risques font donc partie intégrante du processus de planification stratégique de la Société. Le conseil d'administration exige de la haute direction de la Société qu'elle détermine et gère de façon appropriée les principaux risques liés aux activités commerciales de la Société.

Les principaux risques et incertitudes qui pourraient avoir une incidence importante sur les résultats d'exploitation futurs de la Société sont décrits dans le rapport de gestion annuel et la notice annuelle de la Société pour l'exercice 2020 (disponibles sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com) et mis à jour aux présentes, et sont regroupés dans les catégories suivantes :

- risques liés aux activités d'exploitation;
- risques financiers;
- risques de marché;
- risques liés aux ressources humaines;
- risques liés à la technologie;
- risques liés à la stratégie et à la structure juridique;
- risques liés à la poursuite des activités;
- risques juridiques et réglementaires.

La Société gère ces risques de façon continue et s'est dotée de lignes directrices dans le but d'atténuer ces risques de manière à réduire leur incidence financière. Elle souscrit également une garantie d'assurance complète, à coût raisonnable, qui la protège contre la plupart des événements assurables. De plus, la Société recueille et analyse régulièrement des données économiques et des informations sur ses concurrents, et la haute direction tient compte des résultats de ces analyses au moment de prendre des décisions stratégiques et opérationnelles. La Société ne peut toutefois garantir que les lignes directrices élaborées et les mesures prises donneront le résultat escompté.

Mise à jour des risques et des incertitudes – Risques liés aux activités d'exploitation

La pandémie de COVID-19 continue de se propager et a des effets considérables sur les activités économiques mondiales. La durée de la pandémie de COVID-19 et ses répercussions sur la Société et Dollarcity sont inconnues à l'heure actuelle.

Les mesures imposées au début de la pandémie par les autorités publiques à l'échelle planétaire pour ralentir la propagation du virus, y compris au Canada, ont entraîné des fermetures temporaires des services et des commerces non essentiels dans certains territoires, et plus particulièrement la fermeture des centres commerciaux au Québec, entres autres conséquences. Certaines de ces mesures ont graduellement été levées au Canada au deuxième trimestre de l'exercice à l'étude, ce qui nous a permis de rouvrir les magasins qui étaient visés par des fermetures temporaires.

Toutefois, la récente résurgence du nombre de cas de COVID-19 dans la seconde moitié du troisième trimestre a poussé certains gouvernements provinciaux à rétablir des mesures d'urgence, notamment la fermeture obligatoire de certains types de commerces en Ontario, l'interdiction de la vente de biens non essentiels au Manitoba ainsi que des limitations plus strictes des rassemblements et de la capacité maximale des commerces de détail dans plusieurs provinces. La Société a été reconnue comme un commerce essentiel sur les marchés canadiens au début de la pandémie. Toutefois, si les autorités publiques en venaient à mettre en place des mesures d'atténuation supplémentaires en réaction à la récente résurgence du nombre de cas de COVID-19, rien ne garantit que la Société pourrait conserver son statut de commerce essentiel et poursuivre ses activités. Plus particulièrement, la perte de ce statut au Québec pourrait entraîner la fermeture du centre de distribution de la Société et entraver considérablement sa capacité de réapprovisionner ses magasins partout au Canada. En outre, la pandémie de COVID-19 continue de provoquer d'importantes perturbations de la vie courante et des habitudes de consommation sur les principaux marchés de la Société, et rien ne garantit que les affaires reprendront leur cours normal à la fin de la pandémie.

De la même façon, sur les marchés latino-américains où Dollarcity exerce ses activités (en Colombie, au Salvador et au Guatemala), les effets à long terme de la pandémie de COVID-19 sont impossibles à prévoir pour le moment. À mesure que la situation évoluera sur ces marchés, Dollarcity pourrait continuer de subir l'incidence de facteurs indépendants de sa volonté, y compris, sans s'y limiter, des fermetures forcées de magasins, des ruptures d'approvisionnement éventuelles ou d'autres circonstances imprévues.

La Société continue de suivre de près la situation qui évolue quotidiennement, et elle pourrait prendre d'autres mesures à la suite de directives des autorités gouvernementales et de santé publique ou, au besoin, des mesures qu'elle considère être dans le meilleur intérêt de ses employés, clients, fournisseurs et autres parties prenantes.

Dans le contexte de cette pandémie, les marchés financiers mondiaux ont été très volatils et pourraient continuer d'afficher une volatilité importante. Les gouvernements et les banques centrales sont intervenus en offrant des mesures monétaires et budgétaires de grande envergure visant à stabiliser la situation économique et les marchés financiers. L'efficacité de ces mesures est toutefois incertaine. L'incertitude économique, qui pourrait être exacerbée par la récente résurgence du nombre de cas de COVID-19, pourrait limiter l'accès aux marchés des capitaux, entraîner la volatilité et des fluctuations des taux d'intérêt et avoir une incidence défavorable sur notre capacité d'obtenir du financement ainsi que sur le coût de ce financement. Cette situation pourrait aussi conduire à l'adoption de nouvelles lois ou règles imposant un fardeau supplémentaire, d'ordre financier ou autre, aux entreprises.

En outre, les facteurs de risque décrits dans le rapport de gestion annuel et la notice annuelle de la Société pour l'exercice 2020 et mis à jour aux présentes pourraient être exacerbés, ou encore pourraient être plus susceptibles de se matérialiser, en raison de la pandémie de COVID-19 ou des événements qui en découlent.

Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière

Aucune modification apportée au contrôle interne à l'égard de l'information financière au cours de la période comptable commençant le 3 août 2020 et se terminant le 1^{er} novembre 2020 n'a eu, ou n'est raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence significative sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Dividende

Le 9 décembre 2020, la Société a annoncé que son conseil d'administration avait approuvé une hausse de 6,8 % du dividende en trésorerie trimestriel à l'intention des porteurs d'actions ordinaires, le faisant passer de 0,044 \$ à 0,047 \$ par action ordinaire. Ce dividende sera versé le 5 février 2021 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 8 janvier 2021. Le dividende est désigné comme un « dividende déterminé » aux fins de l'impôt du Canada.

Le versement de chaque dividende trimestriel demeure assujéti à la déclaration du dividende en question par le conseil d'administration. Le montant réel de chaque dividende trimestriel ainsi que les dates de déclaration, d'inscription et de versement demeurent à la discrétion du conseil d'administration.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Le 3 juillet 2020, la Société a annoncé le renouvellement de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités et l'obtention de l'approbation de la Bourse de Toronto (la « TSX ») pour racheter, aux fins d'annulation, au plus 15 548 326 actions ordinaires, soit 5,0 % des actions ordinaires émises et en circulation à la clôture des marchés le 30 juin 2020, au cours de la période de 12 mois allant du 7 juillet 2020 au 6 juillet 2021.

Au cours des périodes de 13 et de 39 semaines closes le 1^{er} novembre 2020, aucune action ordinaire n'a été rachetée aux fins d'annulation aux termes de l'offre de rachat dans le cours normal des activités, la Société ayant choisi de préserver ses liquidités à la lumière de l'incertitude causée par la pandémie de COVID-19.

Données sur les actions

Le capital-actions en circulation de la Société est constitué d'actions ordinaires. Un nombre illimité d'actions ordinaires est autorisé.

Au 8 décembre 2020, 311 180 737 actions ordinaires étaient émises et en circulation. En outre, il y avait 4 936 900 options émises et en cours au 8 décembre 2020, chacune pouvant être exercée pour acquérir une action ordinaire. En supposant l'exercice de toutes les options en cours, il y aurait eu 316 117 637 actions ordinaires émises et en circulation après dilution au 8 décembre 2020.

Autres informations

D'autres informations concernant la Société, dont sa plus récente notice annuelle, sont disponibles sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com. La Société est une société ouverte inscrite à la TSX sous le symbole « DOL ».